Première Année. — N° 2. LE NUMÉRO : DIX CENTIMES 14 Octobre 1915.

La libre Fédération

ABONNEMENTS :
Suisse : Un an. . . . . Fr. 2.60
Extérieur : Un an . . . . . » 3.—

PARAIT TOUTES LES DEUX SEMAINES

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
Avenue Dickens, 4
:: :: :: LAUSANNE (Suisse) :: :: ::

SOMMAIRE DU N° 2 :

La libre Fédération	Georges Herzig.
Le Rêve et la Vie	G. D.
Echos	***
La censure et la guerre	Jean Grave
Ferrer (1859-1909)	J. W.
Union du contrôle démocratique	***
Au nom de plusieurs...	Jean Wintsch.
Entre ouvriers	le pot-à-colle.
Après ?...	Candide.
Ici et là	***
A propos de tout et de rien	G. H.
Dans la région	X. et T.
Entre-nous	l. l. f.

La libre Fédération

Le vingtième siècle ouvrira l'ère des fédérations.
Proudhon.

Les idées fédéralistes ont été submergées par la guerre de 1870. L'Allemagne impérialiste victorieuse, et prise à son propre piège, devait développer son militarisme à de telles formidables proportions qu'il était devenu une menace pour tout le monde. Pendant un demi siècle tous les peuples, tenus en haleine, copièrent servilement les méthodes allemandes et, suivant leurs ressources, même au delà, se tinrent sur pied de guerre. Le militarisme devait aboutir nécessairement à une centralisation outrancière. Ce fut le cas dans tous les pays paraissant lutter tout à la fois contre l'ennemi extérieur et aussi contre les ouvriers ou les paysans à l'intérieur. La guerre actuelle, qui devait être le résultat de cette préparation, aura pour conséquence de changer l'orientation des peuples si l'Allemagne militaire avec ses junkers, ses financiers et ses gros capitalistes, industriels et métallurgistes, est définitivement écrasée, *ce qui est à souhaiter au nom même des principes que nous défendons.*

Comme la Renaissance, sortie de la chape de plomb que fut le Moyen-âge, entraînant après elle la Réforme, la révolte des paysans contre les villes aristocratiques et procédant à un immense réveil de la pensée, préparant les voies de la liberté et de la tolérance, il sortira de la formidable conflagration actuelle, pour laquelle tous les peuples se trouvent armés, un mouvement contraire à cette pesante, grossière et anachronique conception de militarisation des peuples et de centralisation paralysante. Ce ne sera pas par vocation sentimentale issue du désastre général, mais bien sous la pression de nécessités sociales inéluctables qu'il prendra naissance.

Il est évident que ce ne sera pas sans lutte acharnée que le fédéralisme reprendra ses droits. Il a contre lui la tradition jacobine. En France, il aura à lutter contre les principes de la Révolution de 1789, demeurée bourgeoise dans ses résultats, déclarant la république une et indivisible, et qui ont été, transportés dans le domaine économique, la cause de l'affaiblissement des volontés particulières dans la nation, de la direction donnée aux initiatives chancelantes vers les fonctions salariées de l'Etat, vers la bureaucratie fainéante, ouvrant l'ère des concussions, des pots de vin, et des collusions d'intérêts inavouables qui lui ont valu le Panama et tous les scandales politico-financiers des deux empires, de la monarchie constitutionnelle tout aussi déplorable et des deux républiques.

La guerre actuelle aura pour conséquence, parallèlement à un effort tenté vers la liberté par tout ce qui restera dans le pays de volontés agissantes, de diriger vers les voies faciles du fonctionnarisme paissant l'herbe du budget tous ceux auxquels l'immense dépense d'énergie de la lutte aura enlevé tout ressort. Trop longtemps, pères et mères de France ont rêvé pour leur progéniture une vie sans lutte, sans soucis, la pâtée prête de l'Etat, pour que le renoncement à un si beau rêve de simples ruminants puisse être l'œuvre d'un jour. Il faudra une volonté tenace et une critique sans répit pour écarter des esprits cette tentation de l'existence facile.

Les fédéralistes auront donc contre eux tous les budgétivores à tous les degrés et ceux qui espèrent le devenir et c'est une armée nombreuse à combattre. Les parlementaires ouvriront la marche, car ce sera pour eux le pain retiré de la bouche. Que n'ont-ils pas répondu aux timides vœux de fédéralisme des Paul-Boncour, Foncin, Beauquier et de tant d'autres, abondant dans leur sens pour leur mieux opposer la réalisation pour plus tard... quand la république n'aura plus à craindre les irréconciliables adversaires monarchistes, sans prétendants sérieux à la couronne, cependant, et surtout sans énergie combattive ?

Puis encore, parallèlement à la défense de tout ce qui est enlisé dans l'ornière étatiste, nous aurons aussi comme opposants, les néo-autoritaires, ceux qui rêvent de changer les mœurs, les traditions à coups de décrets, par la loi mise au service de leurs conceptions sans tenir compte de la puissance individuelle jetée sur la voie de la révolution, et qui seront — très probablement — si l'on en juge par leurs écrits, par leur activité politique, par éducation bourgeoise dont ils sont saturés, les défenseurs prévenus de la conception étatiste.

Soudé aux défenseurs de l'Etat, appuyé par les castes de domination, qui ne voudront pas renoncer à leur main-mise sur le peuple et que défend si bien la conception du pouvoir central, le socialisme parlementaire n'ayant aucune force en dehors de la politique nationale, fera corps pour combattre le fédéralisme. Ce sera au mieux car nous aurons devant nous des adversaires et non plus le chaotique méli-mélo du passé, adversaires du gouvernement parfois, et décrétant avec lui, en d'autres temps, des lois d'exception pour tout ce qui pouvait nuire à leur trafic intra et extra-parlementaire.

Le fédéralisme ne s'applique point uniquement aux questions politico-économiques. Grâce à sa souplesse, il est du domaine de toute action générale. Il y a tant de champs d'action où il peut s'exercer et où, malgré la loi qui s'y est toujours opposé, il est parvenu quand même, malgré tous les périls, à vaincre les résistances du pouvoir central. C'est une preuve du besoin constant de liberté, toujours refréné, toujours circonscrit par la prétendue unité nationale, qui n'est autre souvent qu'une entrave néfaste au génie populaire. Il y a dans ce dualisme entre la vitalité d'un peuple toujours renaissante et l'éteignoir de la centralisation, calqué sur celui du cléricalisme, tant d'énergies qui n'ont pu aboutir, tant d'initiatives avortées qu'un retour au fédéralisme, à l'action sous des formes variées et convergentes permettra une véritable renaissance. Il y a aussi tant d'efforts particuliers dispersés qui n'ont pu être fécondés par l'association toujours pour la raison d'Etat, que nous verrons surgir tout à coup, tant le besoin d'agir est latent chez les individus ligottés par l'Etat, toute une floraison d'associations naissant de besoins toujours comprimés. Tous les domaines d'activité et de lutte seront vivifiés par cet esprit nouveau et nous assisterons à une transformation de l'esprit public qu'on pouvait à bon droit, sous l'écrasement prémédité de l'Etat, croire définitivement anémié et sans ressort tendu vers un but collectif.

L'Etat est la négation de la liberté sous prétexte de la défendre contre des ennemis dont il fait ses confidents et ses servants : le cléricalisme et la puissance d'argent ; il tue mieux que la religion toutes volontés indépendantes sous mobile de les faire converger, sous sa houlette unitaire, à un but national où tout est confondu, où tout se perd et se désaffecte.

Le fédéralisme est, par sa nature, constamment souple et modifiable, la négation formelle du principe d'autorité, et c'est en même temps un excellent moyen de ralliement de ceux qui aspirent à autre chose qu'à être tenus en laisse et à ne s'inspirer que des conceptions moyennageuses et monarchiques de la discipline quand même et de l'écrasement systématique des volontés libres.

Georges Herzig.

Lisez et faites lire
„La libre Fédération“

Le Rêve et la Vie

Il faudra que de temps en temps nous, « les gens d'avant-garde », nous relisions les fables de La Fontaine. Nous y trouverons mieux encore qu'une philosophie : un enseignement, ce qui n'est pas nécessairement la même chose.

Je viens de me ressouvenir pour mon compte de La laitière et le pot au lait. *Et je n'ai nulle envie d'en sourire, car les raisons qui m'ont fait me ressouvenir sont navrantes, la leçon que j'en ai tirée bien dure.*

Le pot au lait sur la tête nous allions vers des châteaux comme il n'y en eut jamais en Espagne, puisqu'il s'agissait de la Terre promise. Le fatal caillou a ruiné toutes nos espérances au moins immédiates. Adieu ! veau, vache, cochon, couvée !...

Le caillou, on l'aurait vu peut-être, mais la pierre de taille c'était trop gros, on est trop sûr de passer à côté de ces choses-là ; et la guerre à notre époque ne semblait plus qu'un épouvantail suranné dans le champ des moineaux pillards, des moineaux francs : un Croquemitaine dont la laideur n'épouvantait plus parce qu'on la savait trop préparée, trop savante, trop faite pour faire peur.

D'autres, il est vrai, prétendent avoir senti le danger. Je crois qu'ils s'abusent.

J'entre de plus en plus dans cette conviction que, « si nous avions su », nous aurions « internationalisé » davantage notre propagande, notre pensée, et l'aurions rendue plus pressante.

Abusés — toujours ce mot ! — et crédules, nous nous contentions d'un effort unilatéral, sans que le souci de savoir où en était le voisin vint beaucoup nous tourmenter, — ou, ce qui eut été mieux, nous inspirer.

J'ai pensé tout d'abord que nous étions simplement trahis : je crois en plus maintenant que nous nous sommes trahis nous-mêmes.

Avant que de songer à s'aimer il est peut-être bon d'apprendre à se connaître. Les désillusions viennent moins vite et cela peut éviter d'avoir à se haïr. G. D.

ECHOS

Enseignement obligatoire.

Le « Supplément artistique (?) et littéraire » (hélas !) du *Petit Journal* représentait récemment une jeune, toute jeune sentinelle belge dans le mouvement de « portez ... armes ! » au moment du passage « absolument imprévu » du roi Albert sur la route.

Le jeune soldat, c'est l'héritier du trône de Belgique, qui « a tenu à assumer tous les risques de la guerre ». Et la scène est très pathétique.

Seulement, deux ou trois jours plus tard, ou même le lendemain, on pouvait lire dans n'importe quel journal que les enfants d'Albert Ier poursuivaient leurs études en Angleterre.

Ça ne fait rien, ça fait bien quand même, et la légende restera.

Et dire que de l'autre côté du Rhin, comme de l'autre côté des Alpes, on fait un même usage des princes héritiers !

Le mol oreiller.
(dédié au pape)

Ceci est un dessin d'un journal suisse illustré, en trois tableaux, quelque chose comme un triptyque :

Premier tableau : le père Eternel, assis sur un nuage (évidemment) fume sa pipe en compagnie de saint Pierre, tout en écoutant.. religieusement un Anglais qui lui démontre l'excellence de sa cause.

— Tu as raison ! dit le Père Eternel.

L'Anglais s'en va.

la BCU Lausanne

Puis surgit un Allemand, lequel à son tour démontre au Bon Dieu qu'il a tout le bon droit pour lui.

— Tu as raison ! dit encore le Père Eternel.

L'Allemand sort à son tour (on ne voit pas la porte, mais il sort tout de même).

Mais saint Pierre a bondi. La barbe en tempête et les bras croisés, son trousseau de clés dansant à son petit doigt une valse indignée, il montre à Son Maître combien ce jugement est douteux qui ne voit de torts ni d'un côté ni de l'autre.

— Tu as aussi raison ! dit le Bon Dieu.

Faits divers.

Quelqu'un a, l'autre jour, quelque part en Russie, tiré plusieurs coups de revolver sur un haut fonctionnaire se promenant tranquillement dans la rue.

Tandis que le meurtrier s'enfuyait on relevait sa victime et on la conduisait dans une clinique.

Son état ne nous inspire aucune inquiétude.

Dernière heure. — La justice informe. (Nous prions le lecteur de voir dans le mot *informe* l'indicatif présent du verbe informer, et non l'adjectif.)

Nouvelles célestes.

Un cardinal belge, dont le nom importe peu bien qu'il lui importe beaucoup de le faire connaître, éprouve l'impérieux besoin de rappeler à ses ouailles que le 8 septembre 1914 il plaça la Belgique sous la protection de la Sainte Vierge.

Or, un an après, jour pour jour, à l'anniversaire de la Vierge, parvenaient « les nouvelles glorieuses de la bataille de la Marne ».

Hosannah !...

C'est égal, elle fait attendre longtemps ses bienfaits, la sainte Vierge ! Un an plein ! — plein de massacres, de carnages sans nom.

C'est vrai que c'est loin, de la Terre au Ciel ! et en ce moment les communications sont coupées partout.

Et puis, les Dieux ont soif.

La censure et la guerre

L'article ci-dessous a été refusé, sous sa première forme, par la censure française.

La guerre n'était pas sitôt déclarée que tous les gouvernements, sous prétexte de garder secrets les mouvements des armées, se dépêchèrent d'établir la censure. Jusqu'ici, dans la monarchique Angleterre, la censure s'est tenue dans les limites qui lui étaient assignées par les motifs de sa création ; elle ne s'exerce que sur ce qui concerne les choses militaires ; mais chaque Anglais garde intact le droit d'exprimer sa pensée, et même de critiquer ce qui se fait pour la défense.

En France, le public est traité en mineur, ou comme un idiot incapable de s'occuper de ses propres affaires. La censure qui ne devait s'exercer que sur ce qui concernait les opérations militaires, et en tant que cela pourrait fournir des indications à l'ennemi, s'est étendue à toutes les manifestations de la pensée. Non seulement il est défendu de rechercher comment la guerre aurait pu être évitée, mais défense également d'exprimer une opinion sur les clauses qui devront être discutées lorsqu'on traitera de la paix future.

Ce que ne fait pas la monarchique Angleterre ; ce que n'avaient pas osé faire l'Empire de 1870, ni le gouvernement, faussement appelé de la Défense nationale : museler l'opinion publique, un gouvernement républicain composé d'ex-révolutionnaires, de socialistes, l'a fait en un tour de main, sans tâtonner ni hésiter. Dès le premier jour de son existence, la censure a donné la mesure de ce qu'elle était capable de faire.

Bien pire, le gouvernement existant ayant compris que, pour avoir de la force dans le pays il devait s'adjoindre quelques membres socialistes-révolutionnaires, n'ayant pas encore, comme l'avaient déjà fait la plupart des membres qui le composent, abjuré leurs convictions, a ouvert ses rangs à MM. Sembat, Guesde et Thomas. Et ceux-ci, sans doute, très flattés de l'honneur, au lieu de poser leurs conditions, puisqu'on avait besoin d'eux, d'exiger la suppression de la censure, en ce qui concernait les idées, se sont fait les complices de cette monstruosité qui fait que le peuple doit subir de voir décider de son sort, de son avenir, sans avoir le droit d'intervenir ou de donner son avis. Il doit payer de sa peau, de son argent, mais il est trop bête pour avoir le droit d'exprimer une opinion !

Le pire est que l'opinion publique s'y est soumise. Voilà un an déjà que s'exerce sans appel cette puissance occulte, et ce ne sont encore que de très timides protestations qui se font entendre.

J'admets, à la rigueur, la censure sur les opérations militaires, sur certaines opérations ; quoique, au fond, je crois que certains silences n'ont pas d'autre effet que de tenir le pays dans l'anxiété, engendrant l'inquiétude, le pessimisme ; surtout quand on est à même de constater, à leur lecture, le manque de véracité des bulletins officiels.

Par exemple, lorsqu'on empêche de dire que tel régiment est sur le front, en telle localité, n'est-ce pas plutôt enfantin ? Celui-ci étant journellement en contact avec l'ennemi, y a-t-il besoin de la presse alliée, ou de n'importe quelle indiscrétion, pour apprendre à ce dernier quelles sont les unités contre qui il a à opérer dans chaque direction ? Les prisonniers qu'il fait, les morts qu'il ramasse sur le champ de bataille lui apportent tous ces renseignements. Il n'y a que les intéressés, les parents, les amis de ceux qui se battent, pour ignorer le sort de ceux qu'ils aiment. Et, sans doute, aussi l'administration qui les y a envoyés, si on s'en rapporte aux réclamations qui affluent de tous côtés, pour se plaindre que les lettres, les mandats, les colis expédiés aux combattants ne leur arrivent pas.

Je suis d'avis que l'on ne publie pas d'avance le mouvement de troupes, l'attaque que l'on prépare. Pourquoi nous cacher le résultat d'une action, où nous sommes tous intéressés ? Les Allemands n'ont pas besoin de lire les journaux alliés pour apprendre qu'ils ont été attaqués sur tel point, battus sur tel autre, victorieux ailleurs. Mais le peuple intéressé, lui, est, encore une fois, trop bête pour avoir le droit de savoir. Qu'il se fasse tuer, qu'il paie les frais de l'opération, c'est tout ce qu'on lui permet. Et de fait, puisqu'il l'accepte ainsi, je suis tenté de croire qu'il est traité selon ses mérites.

C'est ainsi qu'après quarante ans de République, après presque un siècle d'exercice de suffrage universel, nous avons conservé les mœurs de la monarchie absolue. Par des traités secrets, sans le consulter, on force le pays à des engagements qui le lancent dans d'effroyables conflits ; il est défendu de le constater et de dire qu'il faudrait changer de mœurs.

En ce moment se déroule le drame le plus affreux qui ait bouleversé l'humanité, compromis son évolution. Le pays se bat pour ne pas être écrasé sous la lourde botte de l'Impérialisme allemand, mais il va être piétiné par le talon rouge des courtauds de boutique qui ont chaussé les souliers des courtisans de Louis XIV.

Et le pire est que si on étouffe toutes paroles sensées, ayant pour but de rappeler qu'il faut distinguer entre le peuple allemand — qui en ce moment peut bien être un instrument, mais est, avant tout, une victime des maîtres qui l'ont façonné pour en faire un instrument aveugle — et ces mêmes maîtres, qui seuls sont les vrais auteurs de l'épouvantable catastrophe, on laisse la réaction prêcher le meurtre de tout ce qui est allemand, proclamer que la nation allemande doit être effacée de la carte, ou être mise en servitude indéfinie, proférant ainsi, sous le patronage des autorités françaises, les mensonges avec lesquels la diplomatie allemande a réussi à dresser le peuple allemand contre l'Europe. Nos propres maîtres, par cette attitude inconcevable, se faisant, ainsi, les complices bénévoles — inconsciemment j'aime à l'espérer — des mensonges du parti militariste allemand !

On se réclame de l'intérêt du pays pour justifier ces mesures proconsulaires ! Comme si l'intérêt du pays n'était pas de savoir où il va, de dire ce qu'il craint, ce qu'il veut. Personne, autre que lui, n'a le droit de le dire en son nom, ni de lui mesurer la part de vérités qu'il a droit de connaître. Nous sommes gouvernés par le système des majorités ; ce n'est, certes, pas le meilleur ; qu'on ne l'aggrave pas en biseautant les cartes. Ce n'est qu'en laissant toutes les opinions libres de se formuler que l'on saura ce que veut réellement le pays, et que sa volonté aura une base raisonnée.

Et la presse, qui prétend être la gardienne de la vérité, le rempart de nos libertés, la prese qui a la prétention d'être une puissance et un sacerdoce, grogne, mais prête le dos à la „ correction " : parce qu'on l'a menacée de l'éteindre comme une simple lumière du ciel, la presse se laisse dévorer par ce „ chancre mou " qu'elle doit à ses rapports avec l'autorité.

Et cependant, comme ils auraient été penauds, nos gouvernants, si la presse les avaient pris au mot, leur répondant : „ Vous nous refusez la liberté de parler, vous ne voulez pas nous laisser dire à nos lecteurs ce qui nous semblera vrai ? Dans ce cas, nous refusons de servir de passeport à vos mensonges ; car c'est mentir de ne dire que des demi-vérités. Osez donc nous supprimer ! Si vous ne le faites pas, c'est nous qui ne paraîtrons pas, qui ferons la grève du silence, et, avant de disparaître, en expliquerons nos raisons au public.

Que l'on s'imagine un gouvernement sans presse, sans autre journal que le „ Journal officiel ", et surtout avec cette explication que si les directeurs de journaux se refusaient de publier leurs feuilles, c'était pour ne pas mentir à leur conscience !

La conscience d'un journaliste, d'un directeur de journal, par-dessus le marché ! Voilà le point faible de la question. S'ils avaient eu l'énergie d'agir ainsi, le gouvernement, devant l'inquiétude du public, aurait mis les pouces avant qu'une semaine se fût écoulée ; c'est à genoux qu'il serait venu demander aux directeurs de journaux de revenir sur leur décision.

Oui, mais... pour cela il aurait fallu que les propriétaires de journaux fissent passer l'intérêt de la vérité, du bien public, avant le leur ; il aurait fallu des journalistes ayant souci de la dignité de leur profession. A la tête des journaux, nous n'avons que des tripoteurs d'affaires, des politiciens en mal de devenir ministres ; que des larbins à tout faire en guise d'écrivains. Et, il faut bien l'ajouter, une opinion publique qui, peut-être, pense quelque chose, mais n'en a nullement l'air, puisqu'elle souffre qu'on la traite comme trop faible de jugement pour lui laisser le droit de s'exprimer sur les affaires qui la concerne.

J. GRAVE.

FERRER

(1859-1909)

Nous ne pouvons pas oublier Francisco Ferrer, le vaillant anarchiste et pédagogue espagnol, tombé dans les fossés de Montjuich, le 13 octobre 1909, sous les balles des serviteurs d'Alphonse XIII et du clergé de la péninsule.

Voilà aussi un pionnier de l'émancipation prolétarienne.

Après un procès où les témoins déposèrent par écrit, où l'accusé ne parla pas, où les charges demeurèrent secrètes, où la sentence ne fut pas publique, où les comptes rendus furent truqués, Ferrer est mort pour avoir voulu que l'éducation de l'enfant du peuple ne soit plus faite dans l'intérêt de l'Etat et de l'Eglise, mais qu'elle soit faite dans l'intérêt de l'enfant lui-même et du peuple dont il sort.

Si nous sommes d'accord, disait Ferrer, que la classe ouvrière, ou mieux encore l'humanité en général, ne doit rien attendre d'un Dieu ou d'un pouvoir surnaturel quelconque, pourrons-nous remplacer ce pouvoir par une autre entité, l'Etat par exemple ?

Non, l'émancipation prolétarienne ne peut être que l'œuvre directe et consciente de la classe ouvrière elle-même, de sa volonté de s'instruire et de savoir.

Si le peuple travailleur reste ignorant, il demeurera asservi à l'Eglise ou à l'Etat, c'est-à-dire au capitalisme représentant ces deux entités. Si au contraire il s'inspire de la raison et de la science, son intérêt bien compris le poussera vite à mettre un terme à l'exploitation, afin que le travailleur puisse devenir l'arbitre des destinées humaines.

Il s'agit par conséquent, selon nous, de mettre avant tout la classe ouvrière en état de comprendre ces vérités.

Etablissons un système d'éducation par lequel l'enfant puisse vite et bien arriver à connaître l'origine de l'inégalité économique, le mensonge religieux, le malfaisant amour patriotique, et toutes les routines familiales et autres qui le retiennent en esclavage.

Ferrer avait une telle confiance dans l'étude de la vie telle qu'elle est, et spécialement dans l'étude de la vie hors des livres, hors des murs de la classe, dans l'apprentissage de la vie là où se passe la vie, dans les champs, bois, ateliers, chantiers, dans la rue, etc., qu'il voulait une discrétion absolue chez les pédagogues à l'endroit des élèves. « Le véritable éducateur, écrivait-il, est celui qui peut le mieux défendre l'enfant contre ses idées, ses volontés à lui, qui en appelle le plus aux énergies propres de l'enfant. »

Et c'est parce que Ferrer avait un respect infini de l'enfant et du peuple des producteurs qu'on nous l'a tué.

Mais son influence reste.

Beaucoup d'ouvriers, depuis Ferrer, ont compris quelles capacités pédagogiques étaient en eux ; ils se sont mis à surveiller, à compléter, à rectifier l'instruction de leurs enfants. Et l'on travaille plus qu'autrefois à unir l'école et l'atelier. C'est ainsi que l'enfant deviendra clairvoyant, meilleur et plus libre que nous.

J. W.

Union du contrôle démocratique

Un sérieux mouvement se dessine en Grande-Bretagne parmi les philanthropes, les pacifistes et les libéraux pour préparer une paix qui consacre la diminution des armements, le droit des nations, l'intervention du public dans les questions de politique étrangère.

Devant l'immensité du désastre occasionné à la Société par la gestion des seuls rois de la finance et de la politique, les gens qui ont quelque esprit de justice comprennent enfin qu'il faut faire place au peuple.

Nous publions ci-dessous le programme de l'Union du contrôle démocratique. Cette association compte des ramifications importantes dans 58 centres d'Angleterre ; à Londres même on a organisé des sections dans 16 quartiers différents ; un nombre très grand de publications variées a déjà été lancé.

Cette société a été fondée au commencement de la guerre dans le but d'obtenir pour le peuple anglais d'aujourd'hui et de demain le contrôle réel et efficace des affaires étrangères. L'Union se propose en même temps, selon que les circonstances le permettront, d'entretenir des relations fraternelles avec les organisations pareilles qui existent dans d'autres pays ou qui sont appelées à s'y former.

„ L'Union du Contrôle Démocratique " demande qu'à l'heure où les conditions de la paix seront discutées les signataires du traité de paix s'inspirent des principes suivants et que ces mêmes principes deviennent, après la paix, la règle de conduite des nations.

Principes :

1. Aucune province ne sera transférée d'un pays à un autre sans le consentement de la population de la dite province, le consentement pourra se formuler soit sous forme de plébiscite soit de toute autre manière.

2. Le gouvernement anglais ne signera aucun traité et n'entrera dans aucune entente ou accord avec une puissance étrangère sans avoir, au préalable, obtenu le consentement du parlement. Une nouvelle organisation parlementaire sera créée, assurant au peuple anglais un vrai contrôle démocratique des affaires étrangères.

3. La politique extérieure de l'Angleterre ne cherchera pas à former des Alliances ayant pour but le maintien de la politique dite „ d'Equ libre ". Elle s'orientera au contraire dans le sens d'une action concertée entre les puissances et visera la création d'un Conseil International dont les délibérations et les décisions seront rendues publiques, et qui sera doué du mécanisme nécessaire pour régler les différends entre nations de telle façon à écarter une solution par les armes.

4. L'Angleterre proposera que les conditions de paix comprendront une réduction notable — arrêtée de concert — des armements des puissances belligérantes. Pour faciliter l'accomplissement de cette réforme, l'Angleterre s'efforcera à amener les puissances à consentir à la nationalisation générale des industries concourant à la fabrication des engins de guerre et à exiger un contrôle de l'exportation d'armes d'un pays à un autre.

Sans doute, ce n'est pas le Pérou — le communisme — qu'on va nous apporter là.

Le point 2 du programme, d'après lequel on veut faire intervenir, non les populations elle-mêmes, mais un parlement, c'est-à-dire un intermédiaire, est encore une restriction bourgeoise au droit des nations mêmes.

D'autre part, on nous parle dans le point 4 de la nationalisation des industries guerrières, alors qu'il y a essentiellement à réclamer, à exiger la fin des armements.

Néanmoins, le travail de l'Union du contrôle démocratique sincèrement mené peut avoir quelque utilité dans les milieux petits-bourgeois et bourgeois tout court.

Numérisé par la B

Au nom de plusieurs...

—o—

Ceci est un article-programme, une explication, une confession, ce que vous voudrez.

Je vois bien qu'il faut que j'y passe.

Je n'aime pas les articles-programmes, et je pensais que le contenu du journal indiquerait suffisamment, en quelques numéros, la direction que nous allions suivre. De même qu'un astronome prouva un jour le mouvement en se mettant à marcher, de même *La libre Fédération* aurait affirmé par sa propagande les principes d'initiative révolutionnaire, d'efforts collectifs d'émancipation, d'union et d'action prolétariennes, de "libre fédération„ — en opposition à l'organisation par en haut, par les méthodes d'autorité et d'exploitation, par l'Etat et le Capital, par la centralisation.

Mais non, il faut que j'y aille de quelques explications.

Je voulais me borner à faire la cuisine du journal et laisser dire à tous ceux qui l'auraient désiré ce qu'ils ne peuvent pas dire ailleurs, parce qu'ils ne chantent pas sur le ton d'église. Une seule condition était posée ici aux collaborateurs : défendre le socialisme des producteurs et les idées de liberté.

C'est une base nette.

Il paraît que ce n'est pas assez net.

Eh bien, si nous sommes pour le socialisme des producteurs, ça veut dire que c'est l'émancipation du travail que nous voulons, la gestion de la production par les producteurs librement organisés, et non pas une sorte de socialisme municipal, ou à monopoles, ou de petits bourgeois.

Et si nous luttons pour la liberté, c'est que nous voulons le respect de la femme comme de l'homme, que nous réclamons le droit de penser, de parler et d'écrire sans restriction, et c'est, naturellement, que nous sommes contre la hiérarchie à l'atelier, contre la discipline à l'école, contre le fonctionnarisme syndical, contre la caserne, contre la politique parlementaire, contre les Eglises, et contre toutes les institutions qui diminuent la pensée, contraignent la vitalité des travailleurs et de leur famille, maintiennent la cruauté, la laideur, la misère, l'ignorance et l'inertie. Bref, arriver à ce qu'on fiche la paix aux gens.

Mais il y a la question de la guerre ?

Ah! oui, il y a la guerre, il y a surtout la guerre.

C'est même la guerre qui force socialistes, syndicalistes et anarchistes, à préciser beaucoup de leurs conceptions. C'était bougrement nécessaire.

Nous sommes contre la cruauté, avons-nous dit.

Nous serons donc manifestement contre l'action des armées allemandes en Belgique et au nord de la France.

Quant aux personnages qui viennent déclarer qu'en Belgique comme en Allemagne il n'y a, pour les prolétaires, que des capitalistes à combattre, et que c'est bien égal si l'on a affaire avec M. Neumann ou avec M. van der Vuit, il n'y a plus moyen de les entendre. Ils vous servent ce qu'il y avait de plus mauvais dans la social-démocratie allemande, et leur façon de s'en laver les mains, à la Ponce Pilate, est souverainement déplaisante, pour ne pas dire plus.

Il ne s'agit pas de défendre les capitalistes de France et de Navarre.

Il ne s'agit pas d'être des patriotes honteux ou seulement des républicains pénitents. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Nous voulons tout simplement sauvegarder ce qu'il peut y avoir de révolutionnaire en France, de respect de l'individu en Angleterre, de pacifisme certain en Belgique et dans les populations ouvrières et paysannes de ses deux grands alliés. C'est quelque chose. Et ceci n'a rien à voir avec la France et sa république actuelle, avec l'Angleterre et son gouvernement, avec le roi Albert et son Congo.

Nous sommes en dehors de toute patrie. Nous sommes pour un certain patrimoine d'idées, de mœurs, conquis par nos aînés au prix de milliers d'efforts insurrectionnels et de dévouements, souvent sur les barricades, en 1789, en 1830, en 1848, en 1871, patrimoine arraché durement aux classes nanties. Nous avons le sens d'une certaine orientation. Et le dégoût des politiques.

La guerre, nous n'y participons pas et nous n'y enverrons personne. Nous sommes hors de la guerre comme nous sommes hors de la patrie. Ce n'est pas un mérite. Nous voyons les événements très objectivement. Nous en attendons des résultats dont nous espérons profiter. Nous tâcherons de sauver de la catastrophe, de tirer de la guerre ce que nous avons essayé de tirer de la paix : le plus de libertés possibles pour les peuples.

Appelons un chat un chat, et l'impérialisme allemand, indéniablement partagé par la presque unanimité des Allemands (ouvriers compris), un formidable danger pour ceux qui aspirent à l'autonomie des régions et des groupements, à la libre association entre travailleurs, entre syndicats ou entre populations, pour ceux qui ont besoin du fédéralisme et de tout ce qu'il comporte de bien-être et de liberté.

Nous avons lutté contre le colonialisme, les guerres de conquête au Transvaal, au Maroc, en Mandchourie et à Tripoli. Et nous n'aurions pas le droit de protester, au nom de nos principes, fermement soutenus, contre la conquête de la Belgique ?

Oui, c'est là notre pierre d'achoppement, puisqu'il faut encore, après quinze mois de guerre, aborder ce sujet qui devrait être compris et classé pour tous ceux qui ont quelque chose d'humain dans le corps : le sac de la Belgique et ce qui y ressemble nous révolte. Il n'y a pas d'internationalisme qui puisse tolérer, excuser, légitimer l'agression, l'écrasement, l'assassinat méthodique de millions de gens paisibles.

Il y a là un forfait qui ne peut être admis.

Il faut protester jusqu'à ce que justice soit rendue. Et savoir quel service immense rendent à la civilisation ceux qui aident à l'établissement de cette justice, fût-ce avant tout dans les tranchées.

Au nom du socialisme, de tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans le socialisme, nous lutterons contre la cruauté, la laideur, la misère, l'ignorance et l'inertie, que ce soit par la faute du Capitalisme des Schneider ou des Krupp, du Tsarisme, du Clergé français, de la Censure suisse ou des Armées du kaiser.

On a voulu un article-programme. Le voilà.

Mais j'aurais préféré ne pas l'écrire. Notre action, ici à *La libre Fédération*, prouvera mieux qu'une confession combien nous aimons la liberté et le socialisme. Mais on a voulu une confession. Je n'y suis pour rien si elle déplaît.

Jean Wintsch.

Entre ouvriers

Pierre. — Alors Paul, ça va ?

Paul. — Ben voilà, dans ma précédente boîte, c'était tout de même mieux. Là, j'avais une petite croisée qui donnait sur une place bien fréquentée, tandis qu'ici, avec ces fenêtres au plafond, c'est comme dans un pénitencier. On ne voit pas seulement une branche d'arbre.

Pierre. — C'était si intéressant que ça la place publique ?

Paul. — Pour sûr. Tiens, toi qui sors de ton trou de village, tu aurais pu en faire des observations ! Rien que de jeter un coup d'œil dans la rue aux différentes heures de la journée, ça me donnait une image épatante de la vie. J'étais là, un peu, comme dans un spectacle, mais parfois le spectacle me fichait en colère. Comme au cinéma, quoi.

Pierre. — Mais qu'est-ce que tu voyais de si extraordinaire ?

Paul. — Eh bien, le matin, à la première heure, c'était un défilé rapide d'ouvriers et de manœuvres comme nous. Il y en a qui couraient, qui avaient une rude frousse d'arriver en retard. Des figures fatiguées de la veille souvent, des bougres avec un panier à vivres, tous silencieux, soucieux, pressés, maigres, pauvres et déformés.

Pierre. — C'est ça que tu appelles un spectacle ?

Paul. — Puis vers huit heures passaient les bureaucrates, les employés d'administration, les teneurs de livres, les grattepapiers, assez bien frusqués, quoique sentant la purée quand même. Ensuite venaient des chômeurs, les mains dans les poches, l'air embêté, timide, triste.

Pierre. — Drôle d'amusement que de regarder ces gaillards.

Paul. — Entre dix et onze, la place était fréquentée par un tout autre monde. De gros messieurs, bien mis, gras et dodus, la figure épanouie, la démarche lente, posée ; des belles dames et demoiselles, garnies de dentelles et de fanfreluches ; puis des autos chics, des amazones.

Pierre. — Oui, c'est vrai, on ne voit guère ce monde-là quand on va turbiner.

Paul. — Pour sûr, sacrebleu. Et ce défilé de gens très divers, selon les heures de la journée, ne te dit rien ? Tu ne trouves pas que c'est un spectacle instructif ?

Pierre. — Ça me dit qu'il y a des pauvres et des riches, ce que je savais déjà.

Paul. — Et à moi, ça me dit qu'il y a des gens qui doivent aller travailler de très bonne heure, pour un grand nombre d'heures chaque jour, et qui restent pauvres, tandis qu'il y a des riches qui ne font rien de leurs dix doigts et qui ont tous leurs aises quand même. Oserais-tu dire que c'est bien ?

Pierre. — Non, c'est injuste.

Paul. — Et tu crois que ça peut durer ?

Pierre. — Ma foi, il y a bien quelque chose qui cloche. Faudra en parler aux copains.

le pot-à-colle.

APRÈS ?...

—o—

Il faudra bien qu'à la fin on *nous* entende ! — qu'on nous entende même avant « la fin ».

... *Nous*, — c'est-à-dire le peuple, le populo, l'Opinion publique, *vox Dei*, les humbles, la classe laborieuse, la vile multitude, la Conscience universelle, les gens avec aveu et les gens sans aveu, les énergumènes, les meneurs, les mal conseillés, les dupés, les contribuables, les...

***Nous*, tout cela, et bien d'autres choses encore avec. *Nous*, c'est à-dire rien.**

Et cependant il faudra qu'on nous entende.

Voici, c'est très simple : nous ne voulons plus de la guerre.

Nous aurions voulu empêcher celle-ci : nous n'avons pas pu. Nous voudrions l'arrêter : nous ne pouvons pas. Mais quand cette catastrophe, cette honte, aura pris fin nous voulons que ce soit pour toujours.

Avec vous tous, qui sans doute n'êtes pas du peuple puisque vous en appelez sans cesse à l'Opinion publique et à la Conscience universelle, comme d'une chose en dehors de vous, — avec vous tous nous désirons la fin de ce militarisme prussien, en qui nous incarnons tous les militarismes, sans être autrement sûrs que ce soit celui-là qui ait le premier fleuri sur la terre.

Mais passons, ne remontons pas aux origines, le présent est assez obscur pour que l'on songe encore à rechercher dans le passé la cause du présent. Et puis, surtout, ce sont là jeux de princes pour l'instant, ou jeux de philosophes ; et le temps presse.

On nous apporte un principe ; il nous convient ; nous le prenons : « Le Militarisme allemand c'est la Paix Armée ; la Paix Armée c'est la Guerre. »

D'où il découle que le Militarisme allemand vaincu entraîne la ruine de la Paix Armée et la suppression de la Guerre.

Nous avons l'intelligence simple, — simpliste si vous voulez, et nous ne pouvons pas comprendre autre chose que cela. Mais nous le comprenons.

Pourtant, quelle autre garantie que celle affirmée par le principe purement théorique susdit pourrait-on nous donner ? Car nous aimerions encore autre chose avec.

Nous allons répondre, nous l'Opinion publique, nous la Conscience universelle :

Après la guerre nous voulons le Désarmement général.

Et si nous ne l'avons pas, ce sera, cette fois, — la bonne —, la révolution.

Candide.

ICI & LA

Dangereux nigauds

Il s'agit des cléricaux et des monarchistes français.

Voilà des gens qui, à journée faite, — et des réactionnaires fieffés comme Maurice Muret, de la *Gazette de Lausanne*, emboîtent le pas — voilà des gens qui vont déclarant que si la république laïque n'était pas un régime de déliquescence, de dissociation, d'incurie, elle aurait préparé de fortes armées qui auraient été capables d'emblée de s'opposer à l'invasion allemande en France. C'est parce que le pays a été trop pacifiste, en proie aux dissensions de partis que permet une république, qu'on n'était pas prêt et qu'on se trouve embarrassé. Ah ! si le duc d'Orléans était roy, ah ! si le prince Napoléon était empereur, ah ! si l'on avait un ambassadeur chez le pape, et des cléricaux et des monarchistes partout, vous auriez vu cette armée ! Les Prussiens n'en auraient pas mené large ! Mais voilà, on a laissé opérer les républicains, les socialistes, les anarchistes, tous antimilitaristes avérés. De là l'invasion...

Ce que je trouve de plus extraordinaire dans ces propos, c'est qu'on ait l'audace de les tenir. Voyons, en 1870, n'y avait-il pas un Napoléon à la tête du pays ; les catholiques, les monarchistes, n'étaient-ils pas les maîtres de l'heure ? Le désastre de Sedan et ses suites ont rapidement montré à l'Europe les capacités d'une caste militaire au pouvoir. C'était au-dessous de tout, à tous les points de vue.

En outre, par ses procédés policiers, inquisiteurs, despotiques, la France s'était aliéné les sympathies de tous les peuples. Certes, les cléricaux et les monarchistes sont bien venus de reprocher ses fautes à la république, c'est vraiment réussi !

Mais ne voyons-nous pas que c'est précisément parce que la république française n'était pas militariste qu'elle a éveillé des sympathies ? C'est parce que paysans et ouvriers de France étaient antimilitaristes qu'ils se sont cabrés devant les faits et gestes d'une horde guerrière. Et c'est parce que, malgré ses politiciens véreux, ses banquiers louches, ses capitaines Fracasse, le peuple français a résisté à un développement militariste, que tous ceux qui ont tant soit peu l'esprit civil, sur cette terre, font des vœux pour son existence.

On aime dans un peuple ce qu'il a de républicain, de pacifiste, de laïque, telle est la vérité qu'on peut extraire des courants d'opinions contemporains.

Sur un congrès

On pouvait espérer qu'après le vote unanime des crédits militaires par les socialistes du Reichstag, à la séance du 4 août 1914, on nous ficherait la paix avec la propagande social-démocrate. Du moment que ce parti est forcément complice du militarisme par le fait qu'il est étatiste — car il n'y a pas de puissance d'Etat sans sanction armée — quelle manie ont donc les socialistes de le vouloir remettre sur pied à tout prix ? Va-t-on reconstituer les cadres social-démocrates allemands, français, belges, italiens, bulgares, russes, hollandais et suisses, afin de recommencer la même équivoque inspirée des marxistes : faire une vague propagande pacifiste, puis au moment d'une guerre, bien mieux, au moment d'une offensive guerrière, voter le budget de l'armée, ainsi qu'en ont donné le triste exemple les 110 députés social-démocrates allemands ?

Non, ce n'est pas possible.

Cette organisation, encombrée de bureaucratie, de fonctionnaires, avec une centralisation à outrance, cette enrégimentation des prolétaires sous la houlette de professionnels du socialisme, cette masse dont toutes les préoccupations ont fini par être tournées vers quelques petits profits de caisse d'assurance, non ! rien de cela n'est socialiste et ne vaut d'être sauvé, arrangé, rafistolé.

Ne bougeons pas d'une semelle pour cela.

Il y a autre chose à faire.

Aussi le congrès officieux de Berne, qui vient de rassembler une trentaine de délégués socialistes de divers pays, dont une dizaine d'Allemagne et deux de France, en vue de réclamer la paix, nous laisse-t-il dans une grande méfiance.

De quelle paix s'agit-il ?

De quelle intervention socialiste s'agit-il ?

Paix armée, à l'ancienne mode, ou régime de désarmement comme les gens du peuple le veulent de plus en plus ; suspension des hostilités jusqu'à ce qu'on se soit refait, ainsi que le voudraient les pangermanistes, ou fédération européenne avec le respect de l'autonomie régionale ; voyons, quelle paix voulez-vous, citoyens Grimm, Ledebour, Merrheim ?

Et quel socialisme allez-vous soutenir désormais ? Le socialisme impérialiste à la Hildebrand ou le socialisme fédéraliste de Proudhon. Bref, est-il question de l'organisation du travail dans la liberté ou d'une lutte corporatiste pour un Quatrième-Etat ?

Les délégués de Berne n'ont pas pipé mot, ni de la paix qu'ils veulent, ni du socialisme qu'ils défendent. Ces hommes paraissent n'avoir rien appris. Et ils vont

a BCU Lausanne

nous redresser cette misère de social-démocratie.

Espérons que le peuple en a soupé.

Et que le socialisme auquel il va s'attacher à l'avenir, comme la paix à laquelle il va s'intéresser, seront basés, l'un et l'autre sur le travail et sur la liberté.

Où il est parlé des ennemis

Dans le 12e numéro des *Cahiers vaudois*, le citoyen Roorda écrit la jolie chose que voici :

« Si je ne m'entends pas avec ce monsieur, ce n'est pas parce qu'il est d'un autre pays que moi : c'est parce qu'il est d'un autre temps ».

Combien ce mot est exact. Dans n'importe quel métier, entre médecins, mineurs, maîtres d'école, appareilleurs, de nations différentes, n'arrivons-nous pas à nous comprendre immédiatement ?

Quelles que soient les rencontres que nous faisons au cours de notre existence, nous sympathisons entre gens ayant mêmes éléments pour juger de la vie, mêmes besoins de travailler pour avoir le pain quotidien, mêmes aspirations vers la justice. C'est de l'internationalisme dans les faits.

Et nous ne nous sentons mal qu'avec ceux qui ont gardé les préjugés et les procédés du temps des Romains : autoritarisme, esprit de conquête, droit d'user et d'abuser des hommes, des bêtes et des choses, esprit de propriété en un mot. Voilà nos ennemis.

Nous sommes de notre siècle.

Nos adversaires sont d'un autre temps.

Félonie

C'est sous ce titre que les journaux suisses inséraient le 30 septembre dernier le communiqué que voici :

« Suivant des informations d'excellente source, le gouvernement bulgare a livré aux autorités turques tous les déserteurs grecs qui s'étaient réfugiés en territoire bulgare. Leur nombre serait assez important ; la plupart seraient originaires de la Thrace turque. »

L'indignation de notre grande presse est, certes, fort compréhensible. Il y a bien félonie dans le fait de livrer des déserteurs, envers et contre le droit des gens, en violation de la plus élémentaire loi d'hospitalité, à leurs maîtres, afin de les faire condamner et éventuellement fusiller. Oui, c'est là une bassesse et une infamie.

Mais, honorables journalistes suisses, avez-vous protesté et parlé de félonie lorsque notre pouvoir fédéral, par l'organe du procureur de la Confédération, l'illustre Kronauer, a livré aux autorités allemandes le déserteur Paul Schreyer et à la France le déserteur Albert Louradour ? Ces félonies-là datent de quelques jours seulement, et personne, parmi nos démocrates, n'en a soufflé mot.

On voit la crasse du gouvernement bulgare, mais on ferme l'œil sur celle du gouvernement suisse. Vérité en deçà, erreur au delà.

Et cependant ni le citoyen Schreyer, ni le citoyen Louradour n'ont été condamnés en Suisse ; ils ne sont pas poursuivis par l'étranger. Ils sont tombés dans les pattes de la police « pour avoir donné lieu à des plaintes » — formule équivoque qui veut dire d'habitude qu'on n'est pas d'accord avec les opinions politiques de son gouvernement. Au surplus, aucune action pénale n'est intervenue. Alors quoi ? En vertu de quelle loi l'illustre Kronauer a-t-il fait extrader, par quel nouvel accroc aux garanties les plus légales a-t-il osé remettre des déserteurs à leur pays d'origine ?

Ce fonctionnaire, qui paraît vraiment être irresponsable, devrait bien éveiller un peu, pour sa félonie, l'indignation des journalistes, à l'instar des Kronauer bulgares. Car qui ne dit rien consent.

Renaissance socialiste

Il y a quelque chose de touchant, d'émotionnant, de réconfortant, dans la hâte que met une partie de la population à se porter à la rencontre des évacués, des enfants belges, et sur le parcours des grands blessés renvoyés par les pays ennemis à leur pays d'origine.

A Fribourg, à Lausanne, à Genève, en Suisse allemande idem., des foules énormes, composées de petites gens, de conditions modestes, des femmes d'ouvriers, des employés de bureau, des demoiselles de magasins, des jeunes gens sans luxe, bref tout un peuple pauvre accourt avec des provisions, des fleurs, des friandises, et parfois ensevelit presque les blessés sous les présents. On se lève au milieu de la nuit, on fait de grands trajets à pied, on attend le passage du train à trois heures du matin, qu'il pleuve ou vente. On veut manifester son intérêt aux victimes de la guerre, et l'on prend à peine garde à la nationalité des blessés. Simplement un peu plus de retenue pour ceux-ci ou pour ceux-là, mais les quelques propos échangés laissent des traces profondes, ineffaçables.

On se sort ainsi de ses mesquines préoccupations de clocher, on veut réparer dans la mesure de ses forces l'immense mal fait par les castes financières et militaristes. Il faut travailler pour le mieux, on cherche une base de relations humaines autre que le combat meurtrier, on fait effort pour une civilisation basée sur l'entr'aide et sur la sympathie internationale, on vibre avec les souffrantes, on s'abandonne à un renouveau socialiste, parce qu'on sent que là est le salut de l'humanité.

L'Etat organise le meurtre.

La foule anonyme des civilisés organise la solidarité.

C'est certain, le peuple laborieux fera disparaître le gouvernement — et la guerre.

A propos de tout et de rien

On prévoit une gestation très pénible. De braves chercheurs se sont mis en quête de trouver l'« intérêt suisse ». Ils ne se sont pas encore mis d'accord sur le mot même puisque d'aucuns parlent de l'« esprit suisse ». Peut-être eût-il été bon de s'entendre avant tout départ. Mais ces Messieurs sont pressés. On dirait parbleu qu'il y a une récompense au bout de leur trouvaille. Le point de départ de cette aventure est la divergence qui s'est manifestée entre la Suisse allemande, la française et l'italienne au sujet de la guerre et des sympathies diverses et marquées qu'elle a fait naître.

On s'est demandé comment il s'est fait que la partie de langue allemande du pays, qui était favorable aux Français en 1870, soit devenue à ce point sympathique à l'Allemagne dans cet espace de quarante-cinq ans qui sépare les deux guerres. La volte-face a été très rapide dans les sphères gouvernementales comme il convient à tout acte de lâcheté officielle devant ce qui devient fort. L'influence germanique s'est beaucoup accrue dans le pays. Des entreprises allemandes se sont installées sur le territoire; une nombreuse affluence d'ouvriers allemands a suivi tout naturellement; la littérature a trouvé un terrain de culture facile et les intellectuels de la Suisse allemande, trouvant débouchés et fonctions en Allemagne, ont si bien travaillé dans le sens germanique que — ainsi le prétendaient du moins les journaux allemands — la Suisse allemande est devenue une province de l'Empire. Il faut dire aussi qu'il y a similitude de caractère. En s'enflant outre mesure à la suite de leurs victoires et en se gratifiant du titre de « peuple élu » les Allemands ont entraîné à leur suite tout ce qui avait plus ou moins subi l'influence de leur culture. En 1870, l'invasion de la Belgique neutre aurait soulevé la plus grande indignation dans nos cantons de langue allemande. Quarante cinq ans après, le fait patent n'a fait tressaillir personne. La chose a été trouvée toute naturelle. On s'est contenté de constater que l'Allemagne en aurait agi autrement avec la Suisse. Depuis, les sympathies pour les empires centraux sont allées leur petit chemin et même, au début du moins, le haut commandement des troupes suisses ne s'est point gêné pour montrer pareilles sympathies dans des ordres du jour qui demeureront historiques. Les autorités fédérales se sont montrées d'une condescendance extrême dans le même sens et d'une sévérité anormale dans l'autre. Il est évident que les visites de l'empereur Guillaume, l'octroi de son portrait à nos hauts fonctionnaires — c'est un type dans le genre de M. Landhouille de Courteline, faisant don de son image à tout le monde, neveux, concierge et amis ; son cadeau de beau drap réséda, en bon commis voyageur qu'il était alors, tout cela n'a peu contribué à le rendre sympathique — tant il est vrai que les petits cadeaux entretiennent l'amitié — à une population non encore débarrassée de tout servilisme.

Dans la Suisse de langue française et italienne la réprobation contre les actes du gouvernement allemand s'est fait immédiatement jour dans le peuple même et les sympathies sont allées en augmentant sans arrière-pensée et sans se demander quels seraient en définitive les vainqueurs et les vaincus de la mêlée actuelle. Cette attitude franche et décidée, désintéressée tout à fait, a même fait ressortir plus vivement la couardise de ses gouvernants, attendant de voir d'où venait le vent de la victoire.

Ces courants contraires de sympathies ne pouvaient manquer d'attirer l'attention des gens de juste milieu, nouveaux prévoyants de l'avenir, trouvant dans le sommeil populaire la plus sûre des tranquillités à leur état de digérants convaincus. De là la recherche de quelque elixir somnifère qu'il s'agit de lancer sous le nom d'« esprit suisse », dont la formule reste encore à trouver. Nous en reparleront quand ces braves quiétistes nous exposerons les résultats de leurs veilles intellectuelles. Ça promet d'être amusant !

***

La censure continue à avoir une mauvaise presse. Mauvaise n'est peut-être pas le mot propre, car les gens qui s'en plaignent — même ceux qui ont été atteints par elle — trouvent qu'elle est nécessaire en pareil temps, utile même et je crois que si les arguments en sa faveur ne devaient pas contrarier leur défense *pro domo*, nous verrions ces plaignants d'un nouveau genre continuer sur ce ton et nous faire benoîtement l'apologie de l'institution. Tel est le cas, entr'autres, du très distingué directeur de la *Bibliothèque universelle*, M. Maurice Millioud. C'est vraiment manquer de courage, et accepter pour les autres le bât qui ne va pas sans blesser quelque peu. Cette institution monarchique révérée quand même, après tous ses exploits, sa partialité révoltante, son esprit étroitement unilatéral, ne voyant uniquement que la défense de la bonne cause, la cause allemande, ce mépris évident de la pensée romande, ce déclanchement de bêtise sans pareille, tout cela n'est sans doute pas admis par M. Millioud, mais il demande quand même une censure, après avoir déclaré que l'institution se trompe et qu'étant œuvre des hommes, il ne peut en être autrement, du moins, s'il ne le dit pas, c'est la conclusion logique. C'est vraiment déplorable de voir en temps pareil un opportunisme de si mauvais aloi. G. H.

Dans la Région

LAUSANNE

Non contente de faire travailler son personnel au rabais, l'administration des Tramways Lausannois, mettant à profit la suspension de la « loi sur la durée du travail dans les entreprises de transports », exploite ses employés dans toutes les règles de l'art.

Les jours de repos fixés en temps ordinaire à un par semaine, sont diminués aux employés réguliers, pendant que les remplaçants, payés à la journée, chôment.

Les amendes pour les plus infimes oublis, les « participations aux frais » chaque fois qu'il y a avarie légère au matériel par la faute de l'employé (rien n'est plus facile à prouver), les « mises à pied » avec perte du salaire pour les fautes plus graves, pleuvent sur le personnel comme la misère, ces temps-ci, sur les pauvres gens. Et le taux des retenues n'a pas suivi celui des salaires, alors que ceux-ci sont de 10 à 25 fr. inférieurs à ce qui nous était payé avant la guerre, le prix des amendes a augmenté. Nous n'avions pas d'amendes supérieures à 2 fr., nous en avons vu ces jours de 3 fr. ; on nous a même trouvé de nouveaux prétextes à « sanctions ».

Les employés des T. L. auront-ils la patience d'attendre le retour à des « jours meilleurs » pour faire comprendre à tous les petits potentats qui les grugent et les mènent à la prussienne que nous ne sommes pas en Russie et que leurs « subordonnés » sont des hommes ? X.

CHAUX-DE-FONDS

Aujourd'hui, 3 octobre, grande manifestation contre la guerre, organisée par le parti socialiste. Pas mal de monde. Dans le cortège il y avait environ une centaine de soldats en uniforme ; on les a fêtés, comme de juste. Je me suis infligé un discours de Pettavel, le pasteur, et un de Graber, le conseiller national. Ils ont tous les deux les sympathies de la classe ouvrière d'ici.

Ce qui m'a plu, c'est qu'on n'a pas insulté l'un ou l'autre des groupes belligérants ; on s'est élevé contre la guerre elle-même. Seulement on est resté sur un terrain trop sentimental. Personne n'a osé aborder la question, c'est à dire que le salut ne peut être que dans l'intervention des masses populaires, dans la révolution. Car enfin, les raisons morales et sentimentales contre la guerre ont existé depuis tous les temps, et ça n'a guère empêché que la guerre éclate, et ça n'empêchera pas davantage la prochaine guerre qui se trouve peut-être en germe dans celle-ci.

C'est curieux que l'on n'insiste pas sur une des principales causes qui ont rendu la guerre possible : l'*individualisme* forcené des grands, et des petits aussi, qui a empêché ceux-ci de s'entendre pour la lutte.

Pettavel a accusé le *matérialisme*. Il n'a pas éclairci la signification de ce mot. Il y en a qui l'interprètent dans le sens manque d'idéalisme et d'autres qui lui donnent son vrai sens, antichrétien et rationaliste.

C'est égal, on a beau souhaiter une entente quelconque, c'est bougrement pénible de s'acoquiner avec des personnages aussi peu nets. Que veulent-ils exactement ? On ne sait. Et alors pourquoi causer ? C'est dommage qu'ils sachent si bien le français et possèdent comme ça l'oreille du peuple. Des mots, au fond. On n'a pas vibré, c'est vrai, tout s'est passé comme à un prêche quelconque. Des mômies qui parlaient à d'autres mômies. Pettavel est un sire déplaisant à priori, car il a fait des « bons mots » du commencement à la fin.

Je me demande si le sujet doit se prêter comme ça à des jongleries oratoires. Bref, pas d'idées et pas de passion. Renouveau ? Rien du tout. Piétinement sur place. T.

Entre-nous

C'est donc entendu, le service du journal est fait pour deux numéros aux personnes dont on nous a donné l'adresse.

Celles qui ne veulent pas s'abonner auront l'obligeance de nous renvoyer le dernier exemplaire reçu en biffant leur nom et leur adresse et en écrivant sur l'enveloppe : *Refusé*.

Les personnes, par contre, à qui le journal plaira voudront bien nous envoyer de suite le montant de l'abonnement.

Celles qui, après réception de deux numéros, n'auront ni refusé ni payé, recevront, dans quelques jours et si elles habitent la Suisse, un remboursement de 2 fr. 75 auquel elles voudront réserver bon accueil ; pour les personnes habitant l'Extérieur, nous n'enverrons pas de remboursement ; l'envoi cessera simplement si elles ne nous font rien savoir.

Il nous faut 2000 abonnés, au bas mot, pour pouvoir tourner et nous développer. Il y a bien en Suisse, en France, en Amérique et ailleurs, 2000 citoyennes et citoyens sachant le français capables de s'intéresser à un organe où ils peuvent dire leur mot et dont le programme, s'il pouvait s'exprimer en quelques mots, est de :

lutter pour l'émancipation des producteurs, en dehors de toute tutelle politique ;

défendre l'autonomie régionale, le droit des peuples, les coutumes fédéralistes, contre la force de l'Etat ;

soutenir les principes de liberté.

Malgré l'horreur des temps, nous avons confiance et comptons sur les bonnes volontés. *l. l. f.*

J. Wintsch, éditeur.

Imprimerie des Unions Ouvrières — Genève

Numérisé par la B